EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 28 juin 2018

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 183 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jacques BOUDON - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Christine CAPDEVILLE - Laure-Agnès CARADEC - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Frédéric COLLART - Auguste COLOMB - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Laurence LUCCIONI - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Marie-Claude MICHEL - Danielle MILON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Henri PONS - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Signé le 28 Juin 2018

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2018

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT représenté par Olivier FREGEAC - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Yves BEAUVAL représenté par Marcel MAUNIER - Moussa BENKACI représenté par Jacques BOUDON - Jean-Louis BONAN représenté par Nathalie LAINE - Patrick BORÉ représenté par Jean-Louis TIXIER - Nadia BOULAINSEUR représentée par Josette FURACE - Michel BOULAN représenté par Joël MANCEL - Jean-Louis CANAL représenté par Loïc GACHON - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Bruno CHAIX représenté par Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT représenté par Gaëlle LENFANT - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Carine ROGER - Robert DAGORNE représenté par Roger PELLENC - Sandra DALBIN représentée par Patrick PADOVANI - Sylvaine DI CARO représentée par Jules SUSINI - Jean-Claude FERAUD représenté par Georges CRISTIANI - Jacky GERARD représenté par Jean-Claude MONDOLINI - Eliane ISIDORE représentée par Henri CAMBESSEDES - Albert LAPEYRE représenté par Josette VENTRE - Eric LE DISSÈS représenté par Jean MONTAGNAC - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Georges MAURY représenté par Jocelyne TRANI - Danielle MENET représentée par Alain ROUSSET - Patrick MENNUCCI représenté par Eric SCOTTO - Yves MESNARD représenté par Patrick PIN - Richard MIRON représenté par Jean-Claude DELAGE - Stéphane PICHON représenté par Bernard JACQUIER - Roger PIZOT représenté par Sophie DEGIOANNI - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Véronique PRADEL représentée par Emmanuelle SINOPOLI - Bernard RAMOND représenté par Arnaud MERCIER - Julien RAVIER représenté par Valérie BOYER - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Roger RUZE représenté par Roland CAZZOLA - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI - Jacques BESNAÏNOU - Odile BONTHOUX - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Bernard DESTROST - Claude FILIPPI - Mireille JOUVE - Michel LAN - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Bernard MARANDAT - Michel MILLE - Stéphane PAOLI - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Philippe VERAN - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient présents et représentés en cours de séance Madame et Messieurs :

Samia GHALI représentée à 11h08 par Eugène CASELLI - Eric CASADO représenté à 11h20 par François BERNARDINI - Gilbert FERRARI représenté à 11h20 par Nicole JOULIA.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Chrystiane PAUL à 10h50 - Roger PELLENC à 10h51 - Elisabeth PHILIPPE à 11h07 - Marie MUSTACHIA à 11h07 - Frédéric VIGOUROUX à 11h15 - Frédéric COLLART à 11h25 - Loïc GACHON à 11h25 - Georges ROSSO à 11h25 - Henri CAMBESSEDES à 11h25 - Roger MEI à 11h26 - Antoine MAGGIO à 11h32 - Marcel MAUNIER à 11h47 - Emmanuelle SINOPOLI à 11h56 - Henri PONS à 12h00 - Jean-Pascal GOURNES à 12h00 - Arlette FRUCTUS à 12h00 - Pascal MONTECOT à 12h00 - Albert GUIGUI à 12h00 - Philippe GINOUX à 12h00 - Auguste COLOMB à 12h00 - Mireille BALETTI à 12h05 - Jules SUSINI à 12h13 - Marie-Laure ROCCA-SERRA à 12h30 - Nouriaty DJAMBAE à 12h30 - Roland BULM à 12h32 - Patrick VILORIA à 12h35 - Richard FINDYKIAN à 12h33 - Nathalie FEDI à 12h32 - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE à 12h35 - Francis TAULAN à 12h35 - Dominique FLEURY-VLASTO à 12h36 - Pascale MORBELLI à 12h37 - Marie-Claude MICHEL à 12h37 - Jean-Claude MONDOLINI à 12h37 - Stéphane RAVIER à 12h39.

Monsieur le Président a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URB 001-4160/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence - Arrêt du bilan de la concertation

MET 18/7374/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu de l'article L 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole. De ce fait, la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération prise le 28 avril 2016, a poursuivi la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) amorcée par l'ancienne communauté urbaine, sur le Territoire Marseille Provence.

Par délibérations n°AEC 001-1009/15/CC et n°AEC 002-1010/15/CC du 22 mai 2015, la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunale et a approuvé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation préalable définies en application de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme.

Par ailleurs, la procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence est menée conformément à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire arrêtée par la délibération n° MET 18/6643/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 (délibération-cadre) relative à la répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs, qui s'est substituée à la délibération-cadre n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016.

En application articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, la concertation préalable s'est déroulée, associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet de PLUi les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Conformément aux objectifs poursuivis et aux modalités qui avaient été annoncées, la concertation a débuté à compter du mois de juin 2015. La concertation s'est déroulée pendant toute la durée de l'élaboration du projet. Au vu du Conseil de la Métropole en date du 28 juin 2018, ayant notamment pour objet l'arrêt du projet PLUi, cette phase de concertation s'est arrêtée le 1er juin 2018 inclus. Elle aura duré 3 ans.

Aujourd'hui, il est proposé au Conseil d'en arrêter le bilan, en application de l'article L.103-6 du Code de l'Urbanisme.

1- Les enjeux et objectifs du PLUi

Le premier des enjeux est la construction d'un règlement unique permettant de gérer le droit des sols de 18 communes. Le PLUi tient compte également des évolutions législatives.

Signé le 28 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2018

Bien que le futur PLUi se doit d'être juridiquement compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) approuvé par Marseille Provence Métropole en 2012, il s'inscrit pleinement dans les enjeux métropolitains. Pour cela, ses objectifs, ses lignes de force sont en cohérence avec les démarches et les réflexions en cours menés depuis 2016 par la Métropole : projet métropolitain, SCOT métropolitain, Plan de Déplacement Urbains (PDU), Programme Local de l'Habitat (PLH), etc.

Argumenté et décliné dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), le nouveau règlement permettra au Territoire de :

- (1) Participer à l'ambition et au positionnement métropolitains ;
- (2) Favoriser un écrin vert et bleu préservant le cadre de vie ;
- (3) Organiser et structurer son développement ;
- (4) Proposer un urbanisme raisonné et durable.

2- Les objectifs de la concertation du PLUi

Les objectifs poursuivis sont :

- donner l'accès au public à une information claire tout au long de la concertation ;
- sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet ;
- permettre au public de formuler des observations.

3- Les modalités de la concertation du PLUi

Les modalités inscrites dans la délibération de prescription du 22 mai 2015 ont été mises en œuvre tout au long de la concertation avec le public:

➤ **Les outils d'information**

- « Kit de la concertation » présentant le projet PLUi

Dès le lancement de la procédure d'élaboration du PLUi, la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence ont mis à disposition du public un kit de concertation dans toutes les communes du Territoire, dans les mairies de secteurs de la ville de Marseille et au siège de la Métropole, comprenant :

- Un registre de la concertation,
- Les délibérations relatives aux modalités de la concertation et de collaboration du 22 mai 2015,

Le kit de la concertation a été enrichi au fur et à mesure de l'avancement de la procédure par 6 cahiers de la concertation :

- Cahier n°1 : Comprendre le PLUi
- Cahier n°2 : Un Territoire commun - diagnostic partagé
- Cahier n°3 : Un diagnostic partagé - territoire porteur d'enjeux
- Cahier n°4 : Un cadre métropolitain – un projet co-construit
- Cahier n°5 : Marseille Provence – un cadre de vie exceptionnel à préserver
- Cahier n°6 : Marseille Provence – nouvelles règles d'urbanisme : mode d'emploi

- Les panneaux de concertation

Tout au long de la concertation, 511 panneaux de concertation ont été répartis sur tout le Territoire Marseille Provence avec le même niveau d'information, notamment dans toutes les communes membres du conseil de territoire Marseille Provence (18), au siège de la Métropole et dans toutes les mairies de secteurs de la ville de Marseille (8).

- Réunions publiques

Une première session de réunions publiques a été organisée par la Métropole sur le diagnostic et les orientations du PADD (projet d'aménagement et de développement durables). Elle s'est ainsi tenue en octobre 2016, soit avant le débat du Conseil de Territoire sur les grandes orientations du PADD.

Le choix a été fait, pour cette première session, de tenir 5 réunions publiques :

- une portant sur l'ensemble du Territoire Marseille Provence ;
- une sur la ville de Marseille dans son ensemble ;
- une pour chacun des 3 bassins de vie du territoire : bassin Ouest (8 communes) ; bassin centre (3 communes hors Marseille) et bassin Est (6 communes).

Une seconde session de réunions publiques a été organisée en préalable à l'arrêt du projet. Elles portaient donc sur l'ensemble du document. Cette 2^{de} session a porté principalement sur les grands principes qui ont guidé le zonage, le règlement et les OAP (orientations d'aménagement et de programmation). Ces éléments sont très mobilisateurs pour les administrés, les associations et les différents relais d'opinion. C'est pourquoi, la Métropole a fait le choix, pour cette seconde session d'organiser une réunion publique globale à l'échelle de l'ensemble du territoire, une dans chacune des 18 communes, ainsi qu'une dans chacune de 8 mairies de secteur de Marseille.

Une conférence de presse, ouvrant la séance importante des réunions publiques de novembre 2017, présentant les éléments règlementaires et le zonage, a eu lieu le 2 novembre 2017 au siège de la Métropole. Portée par Laure-Agnès CARADEC, cette conférence a été l'occasion de rappeler le calendrier de cette procédure, le contexte du PLUi, mais également l'enjeu pour le territoire de Marseille-Provence et comment s'organise la concertation.

- L'information sur internet

Une page dédiée au PLUi a été créée sur le site Internet du Conseil de Territoire à l'adresse suivante : <http://www.marseille-provence.fr/index.php/competences/developpement-urbain/urbanisme/outils-de-planification>

Cette page a permis l'information du public à propos des différentes étapes de la procédure (engagement et début de la concertation, construction des différentes pièces constitutives du document, organisation de réunions publiques) et l'accès dématérialisé à l'ensemble du kit de concertation.

Enfin, les panneaux de concertation diffusés en communes, en mairie de secteurs et au siège de la Métropole, ont aussi été mis en ligne, tout comme les avis au public annonçant les réunions publiques organisées pour présenter le projet de PADD puis les grandes lignes du règlement. L'organisation des réunions publiques a fait l'objet d'articles spécifiques, détaillant les dates et lieux de ces réunions.

➤ **Les outils d'expression**

- Registres mis à la disposition du public

Ceux-ci ont été mis en place, dès le début de la concertation (juin 2015) dans l'ensemble des communes membres du Territoire Marseille Provence, dans les 8 mairies de secteurs de la Ville de Marseille ainsi qu'au siège de la Métropole et du Conseil de Territoire. Le public a pu y déposer leurs contributions.

- Observations écrites adressées par courriers ou par mails

Plusieurs moyens ce sont présentés à la population pour s'exprimer notamment par l'envoi de courriers postaux à la Métropole ou aux communes concernées et de courriers électroniques.

- par voie postale à l'adresse suivante :
CONCERTATION SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
Les Docks Atrium 10.7
BP48014
13567 Marseille Cedex 02
- par courrier électronique à l'adresse suivante :
dapu.plui-concertation.marseilleprovence@ampmetropole.fr

- Réunions publiques

Les deux sessions de réunions publiques évoquées précédemment ont également permis au public de présenter ses observations.

4- Les résultats quantitatifs de la concertation

Plus de 4 200 personnes se sont mobilisées dans le cadre de la concertation :

- environ 3 500 personnes ont assistés aux 32 réunions publiques (500 pour la 1ère session et 3 000 pour la 2nd session) ;
- un peu moins de 700 personnes ont adressé un courrier postal et/ou électronique;
- environ 100 personnes ont consigné leurs observations via les registres.

Ainsi, plus de 1000 requêtes ont été enregistrées via les courriers, mails et registres, et 300 observations dans le cadre des réunions publiques.

La concertation s'est adressée à tout public, notamment les habitants, les Comités d'Intérêt de Quartiers, les associations, les partenaires professionnels (architectes, constructeurs, agriculteurs, ...), les partenaires institutionnels (communes, Conseils Régional et Départemental, Chambres Consulaires, services de l'Etat, ...). Tous ont été des partenaires importants tout au long de la démarche à travers leurs avis et remarques, ainsi que dans le cadre de nombreuses rencontres.

5- Analyse qualitative des contributions issues de la concertation

Le bilan qualitatif fait une synthèse de l'ensemble des remarques et contributions émises tout au long de la démarche de concertation. Tout au long de la phase d'élaboration du projet de PLUi et de concertation préalable, les rédacteurs et décideurs publics ont ainsi reçu une extraction régulière de toutes les requêtes afin de mieux intégrer les préoccupations citoyennes, dans le respect du cadre juridique.

Ainsi, l'ensemble des requêtes ont été classées selon une grille d'analyse organisée autour de 6 grandes thématiques:

- **Habitat**
- **Environnement**
- **Déplacement**
- **Economie**
- **Appropriation du PLUi**
- **Enjeux métropolitains**

Le plus grand nombre des requêtes porte sur la thématique de l'habitat. Les contributions émises à l'échelle de la thématique de l'habitat tournent autour de 5 objets : le zonage et la constructibilité, l'organisation urbaine, les besoins et capacités en équipements publics et les projets urbains.

La thématique sur l'environnement se place en seconde position. Les requêtes abordent certaines problématiques en matière de préservation du cadre de vie, de gestion des espaces agricoles et naturels, de gestion des réseaux, de risques, de patrimoine, de pollution et de préservation des sites naturels sensibles.

La question des déplacements a rassemblé un grand nombre de requêtes notamment sur l'organisation du réseau viaire, les transports en commun, l'accessibilité, les modes doux et le stationnement.

La thématique relative à l'économie trouve également écho dans les avis et remarques formulés par le public concernant le développement économique, la stratégie économique et la constructibilité des zones dédiées.

Concernant la démarche même du PLUi et son appropriation, les citoyens ont exprimé leur souhait et remarque en termes de contenu et de compréhension du document, ainsi qu'en termes de modalités pratiques et de procédure.

Les avis en matière d'enjeux métropolitains portent essentiellement sur des projets d'aménagement ou secteurs ayant un rayonnement sur tout le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment EuroMéditerranée, les aménagements aux abords de l'aéroport de Marignane, ect.

Il convient désormais que le Conseil de la Métropole arrête le bilan de la concertation avec le public, qui sera, par la suite, annexé au dossier d'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment L. 103-2 et suivants, L. 153-1 et suivants, L. 134-11 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AEC 001-1009/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 définissant les modalités de collaboration avec les communes dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ;
- La délibération n° AEC 002-1010/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 prescrivant l'élaboration du PLUi et définissant les objectifs et les modalités de la concertation ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 076-206/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 (délibération Cadre) relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 077-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 prescrivant la poursuite de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° MET 18/6643/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 22 mars 2018 (délibération cadre) relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire pour les procédures d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux abrogeant la délibération n°HN 076-206/16 CM du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 (délibération Cadre) relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La conférence intercommunale qui s'est tenue le 20 avril 2018, et le compte rendu établi lors de cette conférence ;

Signé le 28 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2018

- Les avis des Conseils Municipaux des communes membres du Territoire Marseille Provence réunis, entre la conférence intercommunale du 20 avril 2018 et les Conseils de Territoire puis de la Métropole sur les propositions issues de la concertation et sur le projet de PLUi à arrêter ;
- Le bilan de la concertation joint en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a défini les modalités de la concertation et engagé la procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), dans le cadre de deux délibérations prises le 22 mai 2015 ;
- Que le Conseil de la Métropole a décidé que cette procédure devait s'inscrire dans le cadre de la délibération cadre du Conseil de la Métropole n°001-3635-/18/CM du 22 mars 2018 (délibération cadre) portant répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs, substituée à la délibération Cadre n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;
- Que dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la concertation s'est déroulée du mois de juin 2015 au 1er juin 2018 inclus ;
- Que la concertation avec le public a permis à environ 4 200 participants de s'exprimer sur le projet de PLUi tout au long de son élaboration et a fait émerger près de 1 300 observations ;
- Que la conférence intercommunale des maires du Territoire Marseille Provence réunie le 20 avril 2018 a permis aux Maires d'échanger sur la concertation en cours et sur le projet de PLUi à arrêter ;
- Que les Conseils Municipaux des communes membres du Territoire Marseille Provence se sont réunis, entre la conférence intercommunale du 20 avril 2018 et les Conseils de Territoire puis de la Métropole, sur les propositions issues de la concertation et sur le projet de PLUi à arrêter.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de ce que la procédure de concertation sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence s'est déroulée conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme et selon les modalités définies dans les délibérations n° AEC 001-1009/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 et n° AEC 002-1010/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015.

Article 2 :

Est arrêté le bilan de concertation tel qu'annexé dans le document joint à la présente délibération.

Article 3 :

Cette délibération et le dossier correspondant seront transmis à Monsieur le Préfet de région PACA et des Bouches-du-Rhône, et notifiés aux Maires des communes situés sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ainsi que les mairies de secteurs de la ville de Marseille.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois au siège de la Métropole, dans les mairies des 18 communes situées sur le périmètre du Conseil de Territoire ainsi que dans les 8 mairies de secteurs de la ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Stratégie et Aménagement du Territoire,
SCOT et Schémas d'urbanisme

Henri PONS